

Paris, le 21 novembre 2018

/ COMMUNIQUE DE PRESSE / COMMUNIQUE DE PRESSE /

Les instances dirigeantes des Maires de France reçues, ce jour, à l'Élysée pour une réunion de travail avec le président de la République

Le président de la République a convié le Bureau de l'AMF pour une réunion de travail en marge du Congrès des maires de France. Respectueux des institutions républicaines et soucieux d'ouvrir, enfin, une négociation sincère avec l'État, nous avons collectivement répondu favorablement à son invitation.

Depuis notre dernier Congrès des maires, il y a un an, les relations entre l'État et les communes n'ont cessé de se dégrader. Aux discours stigmatisants sur les élus locaux se sont ajoutées des décisions tendant à réduire de nombreuses libertés des communes et à miner la nécessaire confiance entre les différents étages de l'édifice républicain.

L'apaisement que nous appelons de nos vœux est d'autant plus nécessaire que notre pays est aujourd'hui traversé par des difficultés profondes, la défiance à l'encontre des élus, la remise en cause de toute institution établie et la perte de crédibilité de la parole publique.

Le renoncement annoncé de la moitié des maires à se représenter aux élections prochaines illustre le questionnement profond qui pèse sur le fonctionnement de la démocratie locale et nous oblige tous à réagir fortement

C'est l'ambition que porte l'union de l'Assemblée des départements de France, de Régions de France et l'Association des maires de France et des présidents d'intercommunalité au sein des « #TerritoiresUnis » afin que soient préservées et renforcées les libertés locales et que s'engage une étape nouvelle de décentralisation.

C'est dans cet esprit de responsabilité élevée et dans l'intérêt général qu'il nous apparaît nécessaire que l'État fasse corps avec ses communes et les milliers d'élus qui maillent le territoire. C'est un devoir moral pour nous tous qui s'impose à tous

L'heure est venue d'ouvrir véritablement non plus seulement un dialogue, mais une véritable négociation entre l'État et les communes de France. Ce nouvel âge des relations avec les maires de France ne peut être que celui des actes concrets.

C'est pourquoi nous, membres du Bureau de l'AMF et, à travers nous, l'ensemble des maires de France, souhaitons la mise en place d'une méthode de travail avec un calendrier précis qui permette à l'État et à l'AMF de s'engager dans une négociation sincère afin de rétablir la confiance.

Il y a urgence à renouer le dialogue dans une vraie négociation.

Il y a urgence à redonner sens à la « République décentralisée ».

Il y a urgence à apporter des réponses communes, État et collectivités locales, aux attentes des citoyens. On ne réussira pas la France sans les communes.